

MONDE OCCIDENTAL

CONFERENCE DES SEPT PAYS INDUSTRIALISES
(Venise, 22-23 juin 1980)*(Source : Présidence de la République)*

TEXTES OFFICIELS

162. Déclaration finale

I - Introduction

Au cours de notre réunion, la première de la décennie 1980, nos réflexions, sur le plan économique, ont été dominées par le problème du prix de l'énergie et de son approvisionnement, et ses répercussions sur l'inflation et le niveau d'activité économique dans nos propres pays et dans le monde entier. Faute de pouvoir traiter les problèmes énergétiques nous ne pourrions pas affronter les autres.

2. La succession d'augmentations importantes du prix du pétrole, sans rapport avec les conditions du marché, et culminant dans les décisions prises dernièrement à Alger par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), a abouti dans la réalité à une inflation encore plus forte et à la menace imminente d'une récession et d'un chômage sérieux dans les pays industrialisés. Du même coup, les perspectives de croissance des pays en développement s'en sont trouvées minées et, dans certains cas, virtuellement anéanties. Nous pensons que certains des pays exportateurs de pétrole prennent de plus en plus conscience de ces répercussions. Car, pour la réalisation de leur potentiel de développement économique et de prospérité les pays industrialisés du monde libre, les pays producteurs de pétrole et les pays en développement non-producteurs de pétrole sont incontestablement interdépendants. Chacun peut surmonter les obstacles au développement, mais à condition d'œuvrer ensemble dans l'intérêt de tous.

3. C'est dans cet esprit que nous avons examiné les grands problèmes que nous aurons à affronter au cours de la décennie à venir. Nous avons confiance dans la capacité de nos sociétés démocratiques, fondées sur la liberté individuelle et la solidarité sociale, à relever ces défis. Il n'existe pas de solution rapide ni facile : des efforts soutenus sont nécessaires pour construire un monde meilleur.

II - Inflation

4. La réduction de l'inflation est la première des priorités et bénéficiera à tous les pays. L'inflation freine la croissance et nuit à tous les secteurs de nos sociétés. Une politique énergétique de rigueur budgétaire et monétaire est nécessaire pour briser les anticipations inflationnistes. Quant au dialogue entre partenaires sociaux, il doit être poursuivi pour les mêmes raisons. Nous devons maintenir une coordination internationale efficace pour mener à bien cette politique de rigueur, mais aussi pour éviter un chômage croissant et une récession à l'échelle mondiale.

5. Nous nous sommes aussi engagés à encourager l'investissement et l'innovation afin d'accroître la productivité, à favoriser la redistribution des ressources des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion afin de créer des nouvelles